

Malheureusement, la crise financière, causée par des manquements dans le fonctionnement et la surveillance de nos établissements financiers, est encore d'actualité. A ce stade décisif, il faut que l'Union européenne agisse avec détermination et de concert. Cette crise, qui trouve son origine outre-Atlantique, a touché plus durement l'Europe que toute autre région du monde en mettant au jour des faiblesses structurelles de l'économie européenne qui étaient connues depuis longtemps mais qui ont été trop souvent ignorées. La crise a donc constitué un signal d'alarme, faisant prendre conscience à l'Europe de la nécessité de réagir face à un ordre mondial en mutation. Au même titre que toutes les évolutions, l'ordre mondial qui se met en place créera de nouveaux gagnants et de nouveaux perdants. Si l'Europe ne veut pas rejoindre les rangs des perdants, elle doit porter son regard vers l'extérieur et engager un ambitieux programme de réformes à long terme pour les vingt prochaines années. Il faut que les dirigeants de l'Union européenne continuent d'adopter des mesures pour surmonter la crise actuelle, mais celles-ci doivent être liées aux réformes à moyen et long terme dont l'Union a besoin. Afin de sortir définitivement de la crise, nous devons continuer à mettre en oeuvre les mesures de relance budgétaire, jusqu'à ce que nos économies soient en mesure de fonctionner de manière autonome. En mettant trop rapidement un terme aux dépenses, nous pourrions enrayer la reprise. Notre principale priorité doit rester la création d'emplois et la croissance. Si l'Union européenne veut éviter une répétition de la crise, elle doit engager sans attendre des réformes relatives au fonctionnement et à la surveillance de ses établissements financiers. A ce jour, ceux-ci n'ont guère modifié les pratiques qui ont conduit à la crise, si ce n'est qu'ils ont réduit de manière notable leurs prêts. Les Européens auront besoin d'une économie sociale de marché extrêmement compétitive et durable pour maintenir la cohésion sociale et lutter contre le changement climatique. Le capital

humain est l'instrument stratégique fondamental pour assurer le succès de l'Union européenne dans l'économie mondiale. Pourtant, l'Europe a perdu beaucoup de terrain dans la course vers une économie de la connaissance. Pour rattraper son retard, il lui faudra coordonner ses efforts. Les Etats membres doivent mobiliser les ressources qu'ils ont accepté d'investir dans la recherche et le développement, avec l'aide du secteur privé, et réformer tous les aspects de l'éducation, y compris la formation professionnelle. Les Européens doivent s'attaquer au défi démographique de l'Union. Si aucune mesure n'est prise d'urgence, nos sociétés vieillissantes feront peser une pression intenable sur nos systèmes de retraite, de santé et de protection sociale et compromettront notre compétitivité économique. Il faut en priorité accroître la proportion de femmes dans la population active, favoriser un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée, réformer notre conception de la retraite pour qu'elle soit envisagée comme un droit et non comme une obligation et définir une politique de l'immigration plus anticipatoire, correspondant à nos besoins en termes de démographie et de main d'oeuvre. Nos citoyens veulent que l'Union européenne serve leurs intérêts et s'attendent donc à pouvoir jouir de leurs droits sociaux, civils, familiaux et professionnels où qu'ils s'installent dans l'Union. C'est en garantissant la transférabilité des droits sociaux que l'Union acquerra davantage de sens pour nos citoyens. Tout ce qui précède appelle un nouveau pacte entre les institutions européennes et les acteurs économiques et sociaux, ainsi qu'entre les différents niveaux de pouvoir (national, régional et local). Avant tout, la situation requiert une volonté politique forte, caractérisée par une capacité à mener un dialogue honnête et fructueux avec les citoyens et à gouverner en partenariat. Il sera essentiel de s'assurer l'adhésion des citoyens européens, non seulement pour que l'Union puisse résister aux conséquences sociales et économiques de la crise, mais

également pour qu'elle engage les réformes structurelles qui s'imposent si elle veut être plus forte à l'avenir. L'Union européenne est plus qu'un marché commun. Elle est également une union de valeurs. Avec le soutien de ses citoyens, elle peut prendre la tête de l'action menée pour relever les grands défis mondiaux. Confrontés à une crise qu'ils n'ont pas provoquée, nos citoyens ne reprendront confiance dans le projet européen que si leurs dirigeants les informent en toute honnêteté de l'ampleur des défis à venir et s'ils sont invités à consentir des efforts comparables à ceux qui ont apporté la prospérité à l'Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Depuis la fin de la guerre froide, le monde a connu une évolution d'une rapidité et d'une ampleur époustouflantes. Aucun domaine n'a échappé à ces changements au cours des vingt dernières années: la façon dont nous travaillons, notre mode de consommation, notre manière de voyager, nos rapports avec autrui, les motifs de notre empathie et nos craintes, tout a changé. Et la plupart de ces modifications nous ont pris par surprise. La crise financière mondiale n'est que l'épisode le plus récent d'une série d'événements qui ont ébranlé nos certitudes et nos systèmes de valeurs. Pour la première fois dans l'histoire récente de l'Europe, la crainte que les enfants d'aujourd'hui seront moins bien lotis que leurs parents est généralisée. Nous vivons aujourd'hui une ère d'insécurité. Cette situation représente un défi sans précédent pour l'Union européenne. Durant la majeure partie de son existence, l'Union a constitué, après la Seconde Guerre mondiale, un pôle de stabilité intérieure générateur de paix, de démocratie et d'une prospérité non négligeable pour la moitié du continent. Depuis, elle a fait entrer l'autre moitié de l'Europe par un processus d'intégration politique et économique. Ces succès ont fait de l'Union européenne la première puissance économique du monde, dotée d'un marché et d'une monnaie uniques. Et pourtant, les citoyens européens sont confrontés à un avenir sans cesse plus complexe et

incertain, et ce, sans la visée commune qui caractérisait les années d'après-guerre. Toutes les avancées dont l'Union européenne peut se targuer n'ont guère dépassé ses frontières. Au cours des étapes successives de son intégration, l'environnement extérieur de l'Europe est demeuré relativement stable. Aujourd'hui, on ne saurait imaginer situation plus différente. Un vent de changements rapides souffle sur le monde. Au cours des vingt prochaines années, non seulement il existera plusieurs pôles de puissance, mais le centre de gravité du monde se déplacera également vers l'Asie et les pays du Sud, de nouveaux acteurs publics et privés et des institutions transnationales. Les défis auxquels l'Europe est confrontée aujourd'hui découlent aussi bien d'évolutions en dehors de ses frontières que de la timidité de la réponse que l'Union européenne y apporte. Si l'Union veut assurer son avenir, elle doit adapter ses objectifs et ses politiques pour faire face à ce monde en évolution rapide. Si les vingt dernières années ont été déstabilisantes, les vingt prochaines le seront vraisemblablement davantage encore. Un nouveau monde se fait jour dans lequel le pouvoir est plus dispersé et les dynamiques internationales sont plus complexes. Etant donné que la croissance dans l'Union européenne est inférieure à celle qu'enregistrent ses principaux concurrents, la part de la richesse mondiale qu'elle détient va inévitablement diminuer. Le capital humain de l'Union européenne a longtemps constitué la base de son économie, fondée sur l'innovation de pointe et la créativité. Toutefois, d'autres régions sont en train de la dépasser grâce à des niveaux plus élevés d'investissement dans la recherche, le développement technologique et l'innovation. D'ici 2030, l'Asie devrait avoir pris la tête du développement scientifique et technologique et produire des biens à forte valeur ajoutée de nature à transformer les modes de production et la qualité de vie en général. Dans nos pays, tous ces changements se produisent sur fond de grandes transformations sociétales.

Face au vieillissement de la société, qui comptera près de deux fois plus de personnes âgées de plus de soixante-cinq ans par travailleur qu'aujourd'hui, les Etats membres de l'Union européenne devront consentir un effort considérable pour assurer le financement des régimes de sécurité sociale et maintenir au travail les personnes plus âgées. Compte tenu de la diminution de l'offre intérieure de main-d'oeuvre et de compétences, l'Europe devra attirer davantage de travailleurs migrants, ce qui ne sera pas sans conséquence sur notre capacité à gérer l'intégration sociale. Enfin, une véritable révolution des technologies et des communications bouleverse nos relations aussi bien professionnelles que privées et impose de nouveaux modes de vie et de travail, auxquels de nombreuses personnes ont tant de mal à s'adapter. Parallèlement, nombreux sont ceux qui, au vu du moindre impact de la crise sur des pays tels que la Chine et l'Inde et de la reprise nettement plus rapide qu'ils connaissent, ont pris toute la mesure des changements rapides qui affectent l'économie mondiale. Aujourd'hui, certains craignent que les économies émergentes puissent tirer pleinement parti de leur potentiel économique tout en profitant des faiblesses structurelles de l'Europe. En réalité, l'évolution actuelle de la production économique peut bénéficier à toutes les parties, contribuant de façon générale à accroître les niveaux d'investissement, à développer les échanges commerciaux et à augmenter la consommation. Toutefois, l'Union européenne ne peut partir du principe que l'émergence d'autres puissances débouchera nécessairement sur une situation où tout le monde sera gagnant. Si l'Union européenne ne s'adapte pas aux besoins de l'économie mondiale, le danger que le déclin relatif de l'Europe prenne un caractère définitif est réel. S'assigner des ambitions au niveau mondial ne devrait pas entraîner une révision à la baisse des réformes au niveau interne, loin de là. L'Union européenne ne saurait exercer une influence hors de ses frontières sans une croissance et une

cohésion interne solides sur l'ensemble de son territoire. Néanmoins, l'heure est résolument à la mondialisation, et cette évolution crée de nouveaux gagnants et de nouveaux perdants. Si nous ne voulons pas rejoindre les rangs des perdants, il nous faut agir avec détermination dès à présent.

Les défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui sont différents de ceux du passé et, à ce titre, ils exigent d'autres réponses. Qu'il s'agisse du déclin démographique et économique relatif, du changement climatique ou des pénuries d'énergie, les défis actuels ne peuvent être compris et

relevés que s'ils s'inscrivent dans une perspective régionale et mondiale. C'est à cet égard que l'Union européenne, en tant qu'entité, représentant bien plus que la simple somme de ses Etats membres, peut donner la pleine mesure de sa valeur. En combinant de multiples niveaux de pouvoir, de l'échelon local

à l'échelon international, l'Union européenne est plus apte que n'importe quel Etat membre à relever les grands défis du vingt-et-unième siècle. Toutefois, cela ne se fera pas automatiquement. Même si l'Union européenne est dotée des structures et des instruments nécessaires, c'est aux Etats

membres qu'il revient de les mobiliser, avec détermination et à bon escient. Fondamentalement, le programme commun de l'Union européenne se réduit à deux enjeux généraux et interdépendants: assurer la pérennité de notre modèle économique et social et mettre en place les moyens nécessaires

pour soutenir et défendre ce modèle, parallèlement à nos valeurs et intérêts communs, sur la scène internationale. Pour devenir un acteur mondial efficace et dynamique, l'Union européenne devra également placer la solidarité au coeur du projet européen. La solidarité n'est pas un droit absolu. Elle

est conditionnée par la responsabilité individuelle et collective. Dès lors, elle peut et doit inspirer les politiques et les relations à tous les niveaux au sein de l'Union européenne, entre les personnes et les générations et entre l'échelon local, les régions et les Etats membres.

Pourtant, les citoyens européens continuent à éprouver des difficultés à trouver des solutions à leurs problèmes dans le cadre de l'Union européenne. La Communauté européenne repose sur un modèle économique et social qui lui est propre. Ce modèle compte plusieurs variantes dont les performances sont de qualité variée, mais qui s'inscrivent toutes globalement dans un cadre commun. Fondé sur l'idée selon laquelle la croissance économique doit être assurée grâce au marché à des fins sociales, ce modèle recueille une large adhésion au sein de l'opinion publique. Il a contribué, après la Seconde Guerre mondiale, à doter l'Europe de secteurs industriels et tertiaires puissants caractérisés par un potentiel élevé de création d'emplois qui, à son tour, a permis la mise en place d'un système équitable de protection sociale. Un cercle vertueux a ainsi été créé, reliant solidarité, responsabilité et compétitivité. Cependant, compte tenu de nouvelles pressions sur le plan intérieur et international, ce modèle doit être redéfini et adapté à un contexte évolutif. Au cours des vingt dernières années, la capacité de l'Union européenne à générer de la croissance et de l'emploi et, partant, à améliorer le niveau de vie est restée en deçà de celle de ses principaux partenaires commerciaux. Même si certains de ses états membres ont réussi à se libérer de ces contraintes, d'une manière générale la situation perdure. En révélant les faiblesses structurelles de l'économie européenne, la crise financière et économique actuelle a eu l'effet d'un signal d'alarme. Face à la concurrence croissante des économies émergentes et développées, l'Union européenne doit engager un nouveau programme de réformes ambitieux visant à une plus grande efficacité économique. Dans le même temps, le consensus qui entoure le modèle européen dépend du maintien de l'équilibre entre ses dimensions sociale et de marché. Cet équilibre a été perturbé au fil du temps, à mesure que les inégalités sociales se sont accrues. Pour certains citoyens de l'Union européenne, l'exclusion sociale et les mauvaises

conditions de travail sont toujours une réalité. Cependant, on ne résoudra pas ce problème en mettant fin aux réformes économiques. Bien au contraire, on ne peut réaffirmer la priorité accordée au renforcement de l'efficacité économique sans prendre dans le même temps de nouvelles mesures sociales.

Autrement dit, la pérennité du modèle économique et social européen dépendra de notre capacité à rétablir un équilibre dynamique entre les dimensions économique, sociale et environnementale du développement. L'amélioration du niveau de vie passe obligatoirement par une économie solide, compétitive

sur le plan mondial et hautement productive. De plus en plus, la croissance économique repose sur l'évolution technologique ainsi que sur une spécialisation accrue, dans un contexte de mondialisation croissante. Ces éléments nouveaux, qui se traduisent par un processus de changement structurel, ont une

incidence sur les travailleurs et les entreprises, ainsi que sur le fonctionnement des marchés et la gestion des entreprises. La numérisation accroît les possibilités d'externalisation et la révolution que connaissent les technologies de l'information et de la communication pourrait

entraîner un bond de la productivité au cours des décennies à venir. Il ne faut pas faire peser des charges inutiles sur la main-d'oeuvre et les entreprises au détriment de la croissance d'une production de services dynamique et innovante. Il convient par ailleurs d'encourager l'esprit d'entreprise et la

prise de risques. Nous nous accordons à estimer que l'évolution technologique, la mondialisation et le vieillissement démographique appellent la mise en oeuvre urgente de réformes structurelles visant à renforcer la flexibilité, la compétitivité et le dynamisme. Il est

essentiel de réformer le marché du travail pour créer davantage d'emplois de meilleure qualité. Les Etats membres devraient s'attacher à améliorer trois aspects fondamentaux de leur marché du travail: la flexibilité et la sécurité de la main-d'oeuvre, la mobilité des travailleurs ainsi que la



culture et les pratiques de gestion des entreprises. Il convient également d'augmenter le taux de participation de la main-d'oeuvre. La capacité de celle-ci à s'adapter aux évolutions constantes des processus de production est essentielle pour maintenir la productivité. La flexibilité au niveau de l'emploi doit être compensée en termes de sécurité de l'emploi. Dans un monde en mutation rapide, ce ne sont pas les emplois qui doivent être protégés, mais bien les personnes qui perdent leur emploi, au moyen d'un renforcement de leur employabilité. Cette approche repose essentiellement sur la capacité des travailleurs à acquérir des compétences et à les faire évoluer au cours de leur vie, conjuguée à la possibilité de s'en prévaloir au sein d'un même Etat membre ou dans un autre Etat membre. Il reste difficile aujourd'hui pour les travailleurs et les entrepreneurs d'avoir accès aux réglementations régissant l'exercice d'un emploi ou la création d'une entreprise et de les comprendre. Si les formalités administratives ne peuvent être supprimées par l'adoption d'une loi, elles ne devraient pas faire obstacle à la mobilité. Aspect plus important encore, les droits en matière de sécurité sociale devraient, une fois pour toutes, être facilement transférables entre Etats membres. Il faut faire en sorte que les qualifications soient reconnues dans toute l'Union européenne et que le multilinguisme soit encouragé. Enfin, une modification en profondeur de la culture et de la gestion des entreprises est nécessaire si l'on veut faire aboutir les efforts déployés pour améliorer les compétences de la main-d'oeuvre. Il faudra que les entreprises soutiennent davantage les initiatives émanant des travailleurs et l'innovation ouverte en vue de renforcer la compétitivité au moyen de procédés et de technologies de production nouveaux. Il leur faudra également développer une culture d'appartenance à l'entreprise. Ce nouvel effort en faveur de réformes économiques devrait s'accompagner de nouvelles mesures ciblées visant à assurer aux personnes davantage de

sécurité et une plus grande solidarité. Les systèmes d'aide sociale doivent faire l'objet d'une protection efficace contre les abus ou risque d'aléa moral. Qui dit droits dit aussi responsabilités et obligations. En particulier, les systèmes de sécurité sociale devraient être adaptés de façon à

favoriser la réinsertion rapide sur le marché du travail des personnes en âge de travailler plutôt qu'un soutien à long terme. De même, les Etats membres devraient consacrer des ressources suffisantes à la lutte contre l'exclusion sociale, la pauvreté et la discrimination entre les sexes, par exemple

en mettant en oeuvre la législation existante de l'Union européenne afin d'assurer l'application de normes minimales arrêtées d'un commun accord. Une part essentielle de cet effort consistera à donner voix au chapitre aux demandeurs d'emploi et aux autres partenaires sociaux. En assurant une coordination appropriée dans le domaine des politiques sociales et fiscales, l'Union européenne peut aider ses états membres à être en mesure d'oeuvrer à la réalisation d'objectifs sociaux selon leurs préférences, sans entraîner de distorsions de la concurrence ni nuire au marché unique. La

Banque européenne d'investissement et le Fonds social européen devraient être mis pleinement à contribution pour atteindre les objectifs définis à l'échelon de l'Union européenne en matière de lutte contre la pauvreté et de cohésion sociale. De même, l'Union européenne devrait contribuer à la réalisation

de l'objectif d'une population européenne en bonne santé, qui constitue un atout économique et social déterminant, notamment par le développement des secteurs d'activités et des services liés aux soins de santé, au bien-être et au vieillissement.